

L'avertissement du maire sur la Métropole



En 2012, Marylise Lebranchu et Jean-Claude Gaudin avaient déjà pu affronter leurs visions de la Métropole. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

Absent vendredi à la table ronde de la Préfecture entre les représentants du gouvernement et les maires du département sur la métropole, le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, est revenu sur les principaux points concernant la création de la future entité. Il dit notamment prendre "acte de la bonne volonté apparente du Gouvernement sur le projet", ajoutant que "la création d'une Métropole est plus que jamais nécessaire pour répondre aux besoins de développement économique de notre territoire."

"Elle n'a de sens que si elle résulte de la fusion des six intercommunalités existantes et si elle dis-

"Le gouvernement doit faire preuve de fermeté et de pédagogie."

pose d'une fiscalité unique, a-t-il poursuivi. En tant que Maire de Marseille, il m'appartient de défendre en priorité les intérêts de ma ville et de ses habitants. Cela exige d'avoir un dialogue direct avec le Gouvernement pour parvenir à faire prendre en compte mes amendements sur le PLU, le

tourisme et les plages, où des améliorations sont encore possibles, comme pour la participation des Maires dans la gouvernance."

Selon le maire de Marseille, la démarche de rapprochement menée par les représentants de l'État en direction des élus réticents est dangereuse: "En tentant de rétablir le dialogue avec les élus les plus hostiles au projet, le Gouvernement a suscité des propositions parfois insensées qui mettent à mal l'idée de simplification et de solidarité intercommunale à l'échelle métropolitaine. C'est donc à lui de faire preuve de pédagogie et de fermeté pour ne retenir que les propositions d'amendement les plus raisonnables et les plus compatibles avec l'esprit de la loi: à la Métropole les compétences stratégiques qui engagent l'avenir, aux territoires et aux communes les services publics de proximité."

Sans cet effort, il prédit une sérieuse déconvenue: "Si la Métropole ne répond pas à cette logique de simplification et de solidarité à l'échelle de tout notre territoire, ce sera un échec dont le Gouvernement, par démagogie ou par faiblesse, porterait seul l'entière la responsabilité. Les habitants de nos 93 communes en seraient les premières victimes."

R.L.